

La Question d'Alsace-Lorraine

On connaît cette habitude qui a commencé de régner depuis quelques années, dans les gazettes et les revues et qui consiste à organiser une enquête — forme nouvelle et mûrie de l'interview — où sont interrogés des personnages divers de la politique et des lettres sur une question d'actualité, incertaine ou épineuse. Souvent ces enquêtes de journalistes à court portent sur des vétilles; parfois elles visent des points intéressants. C'est le cas d'une récente enquête organisée par une jeune revue française, et qui a fait du bruit, sur « l'Alsace-Lorraine et l'état actuel des esprits. » L'idée en est venue à la suite d'une initiative de M. François Coppée.

Celui-ci donne, chaque jeudi, un article à un journal du matin et a pris ainsi un contact permanent avec les masses profondes du grand public. Sa bonhomie, sa sincérité, quoique un peu vulgaires, ont plu. Il possède une popularité réelle, une influence que, plus d'une fois, il fut à même de constater, et qu'il recherche les occasions de prouver. Ayant appris que l'Alsace avait été éprouvée par de terribles orages, très patriote d'ailleurs et « cocardier », il jugea l'occasion bonne, en révélant le chauvinisme, en provoquant une souscription pour les malheureux paysans victimes d'Alsace, de démontrer une fois de plus son influence sur l'opinion.

Il écrivit donc un article d'appel émouvant — auquel presque personne, cette fois, ne répondit. Quoi ? est-ce que les Alsaciens n'importaient plus aux Français ? Ils n'étaient plus des frères ? On ne s'émeuvait plus de leurs désastres ? Est-ce alors, qu'on acceptait le fait accompli de la séparation ? L'idée de revanche était donc morte ? C'est cette situation d'esprit qu'a voulu connaître une revue jeune, et, pour le savoir, elle adressa un questionnaire dans ce sens à un grand nombre de personnalités : académiciens, savants, militaires, sociologues, historiens, écrivains, musiciens, peintres, dont 137 ont envoyé des réponses judicieuses et motivées.

C'est une sorte de *referendum* auprès de l'élite, très intéressant et qui donne, en somme, la situation très exacte de l'opinion.

Les avis, certes, sont très divers et contradictoires. Pourtant ils peuvent presque tous se ramener à deux classifications : ceux qui sont pour l'apaisement et l'acceptation du traité de Francfort comme un fait historique; ceux qui protestent encore et n'acceptent à aucun prix une renonciation de la France à l'espoir et à l'ambition de la revanche. Or, on pourrait dire que ce qui détermine ces deux courants d'opinion est une question d'âge. Ceux qui ont vu la guerre, furent contemporains du désastre et de l'humiliation, ont ressenti dans leur propre chair pour ainsi dire l'amputation des provinces ne peuvent admettre qu'on y renonce.

C'est ce que dit M. Camille Saint-Saëns, l'illustre musicien : « A mon sens, tout homme qui peut penser sans révolte au traité de Francfort; qui se console plus ou moins de la perte de l'Alsace-Lorraine; qui considère la guerre de 70-71 comme un événement « purement historique »; qui n'est pas disposé à prendre les armes pour reconquérir les provinces perdues — est indigne du nom de Français. » Beaucoeur pensent ainsi, et le disent. C'est l'école de Deroulède qui fut longtemps l'apôtre fougueux de la revanche, la prêcha avec flamme et obstination, en des discours et des allures militaires, toujours belliqueux. C'est dans ce temps-là qu'on dit de lui avec esprit : « Il ne marche pas, il *défile* », le temps où il venait de fonder la Ligne des patriotes, qui était une association de patriotisme et de revanche. Aujourd'hui la Ligne des patriotes est dissoute.

M. Deroulède lui-même a cessé d'être un Thyrtée ou même un Körner. Il écrit des saynètes anodines pour la Comédie française comme *La plus jolie fille du monde*... qu'on vient de représenter. Ce n'est pas que les idées qu'il exprimait aient disparu, mais elles s'expriment moins ou autrement, par exemple chez M. Vandal, l'académicien d'hier, ou chez M. Mezières, le député-académicien. Celui-ci se met sur le terrain du droit. Il ne faut pas accepter une minute le droit de conquête. Celui-ci n'existe plus dans le droit moderne.

L'Alsace-Lorraine ? Elle s'appartient d'abord à elle-même. Qu'elle soit consultée, qu'elle choisisse elle-même sa nationalité ! Est-ce que la France n'a pas fait ainsi pour la Savoie et Nice qui ont opté, se sont donnés volontairement ?

Ainsi parle M. Mezières, c'est-à-dire qu'il n'accepte pas l'annexion faite par l'Allemagne, mais y voudrait remédier non par la guerre et la revanche, mais par le droit, la volonté des populations elles-mêmes. C'est presque la solution proposée par M. Gaston Moch, ancien capitaine d'artillerie, délégué du bureau français de la Paix, dans sa très intéressante consultation.

Certes, la guerre de 70-71 est déjà un fait historique — mais la question d'Alsace-Lorraine est un problème pendant. Et pour le résoudre, lui aussi affirme : « L'autonomie de toute nation est inviolable — il n'existe pas de droit de conquête — les peuples ont le droit inaliénable et imprescriptible de disposer librement d'eux-mêmes. » Par conséquent qu'on érige « la république neutre de l'Alsace », ou bien qu'on la laisse libre d'opter, de fixer elle-même sa destinée.

Si les hommes qui furent contemporains de la guerre en gardent ainsi le souvenir amer et fidèle, la jeune génération, par contre, avoue que la question d'Alsace-Lorraine la passionne peu. Ces jeunes gens ont, avant tout, l'horreur de la guerre. Et puis les idées de patriotisme aveugle ont faibli. Par la littérature, l'échange des idées, les communications incessantes, l'exemple de l'Amérique, un certain cosmopolitisme, un certain internationalisme a filtré dans les esprits, préparant ce qui sera peut-être la grande transformation prochaine, les Etats-Unis d'Europe. Un des répondants de cette enquête donne déjà à peu près la formule : « J'aime trop l'humanité pour vouloir la guerre. »

GEORGES RODENBACH.

Dans une lettre qu'il nous adresse, M. Du Catillon proteste : 1° que ses parrains sont tous catholiques; 2° que si les libéraux votent pour lui, c'est à cause de la R. P. et de la langue flamande; 3° que son honneur de chrétien et de catholique se révolte à l'idée qu'on le représente comme l'allié des libéraux; 4° qu'il suffirait aux catholiques d'accorder des candidatures aux « démocrates non domestiqués » pour mettre fin aux divisions.

Bien entendu M. Du Catillon qualifie sa lettre de *grosses injures* à l'adresse des « conservateurs », c'est-à-dire de M. Tibbaut et de l'immense majorité des catholiques de Termonde.

La situation de M. Du Catillon est tout ce qu'il y a de plus faux, et il est triste qu'il ne s'en rende pas compte. Qu'est-ce qu'un démocrate non domestiqué ? Evidemment, c'est celui qui votera pour M. Du Catillon. Que demain un Du Catillon n° 2 se présente, il lui sera loisible d'écrire contre M. Du Catillon n° 1 les mêmes gentillesses que celui-ci écrit aujourd'hui à l'adresse des partisans de M. Tibbaut. Aux yeux de M. Du Catillon n° 2, M. Du Catillon n° 1 et ses amis seront des démocrates domestiqués.

Quel titre M. Du Catillon a-t-il à parler au nom des « démocrates non domestiqués » de l'arrondissement de Termonde ? Aucun. S'il invoque la présentation de sa candidature par un certain nombre d'électeurs, cent autres pourraient en faire autant. Qui ne trouverait, dans un grand arrondissement, le nombre de camarades requis pour souscrire à la présentation d'une candidature ?

Un poll a été ouvert dans toutes les communes : pourquoi M. Du Catillon n'a-t-il pas affronté son verdict ? M. Tibbaut est le candidat désigné par ce poll. Il est désigné par des milliers de citoyens. M. Du Catillon a dédaigné ou redouté ce poll : il veut s'imposer. Après quoi M. Du Catillon nous écrit sérieusement : « si un jour le parti catholique subit le sort du parti libéral, l'entêtement des conservateurs en sera l'unique cause. Ces messieurs considèrent le parti catholique comme une assiette au beurre et un bureau de placement pour les fils à papa, le peuple est bon pour rester taillable et corvéable à merci. »

M. Du Catillon renverse les rôles. Sa prétention est celle-ci : on l'acceptera, on le défendra, on l'élira à Termonde, lui qui est sans attaches et sans appui dans le parti local; on l'élira avec son programme militariste et semi-socialiste, qu'on le veuille ou non; sinon, il posera sa candidature de façon que tous les libéraux, tous les mécontents puissent s'y rallier ! Franchement, qui donc icelle semble considérer le parti catholique comme une

assiette au beurre et un bureau de placement pour Bibi ?

M. de Kerckove s'est soumis au poll. Le poll a prononcé, M. de Kerckove s'est incliné. Et il faudrait que M. de Kerckove et son concurrent vainqueur, M. Tibbaut, s'effaçassent sur un signe de M. Planquaert, pour porter à la Chambre M. Du Catillon, lequel se sera donné juste la peine d'arriver de Bruxelles pour la circonstance. Tout l'arrondissement de Termonde donnera alors une idée parfaite de la « démocratie non domestiquée » !

M. Du Catillon nous écrit : « Neus ne luttons que pour l'honneur et nous n'avons aucune illusion quant au résultat du scrutin du 2 janvier. Assurément M. Du Catillon sera battu, battu à plate couture, mais quel honneur en retirera-t-il ? Il aura rallié les voix libérales et quelques mécontents ou quelques indifférents. »

Qu'aura-t-il prouvé par là ? Quelle espèce de « démocratie » aura-t-il servie ? Comme chrétien et comme catholique, quelle satisfaction se sera-t-il procurée ?

M. Du Catillon affecte une profonde horreur pour les « conservateurs » catholiques. Mais il sait que la majorité de ses électeurs seront des « conservateurs » anticatholiques. Et lui, catholique, n'hésite pas ! Il ne recule pas !

M. Du Catillon croit que les bourgeois sont incapables de représenter les ouvriers. Quel coupil porte-t-il à certains de ses amis de la Chambre ? Et lui-même, et la plupart des chefs du *Christene Volkspartij* sont-ils des ouvriers ?

M. Du Catillon verse dans une erreur et commet une grosse faute, — surtout à son point de vue. Nous le lui disons sans amertume. Logique jusqu'au bout dans la méthode adoptée par ceux qui naguère combattaient la Ligue démocratique, il aura démontré par l'absurde combien cette méthode est funeste. Par cette démonstration M. Du Catillon aura rendu un véritable service.

Voici la lettre de M. Du Catillon :

Bruxelles, 23 décembre 97.

Monsieur le Rédacteur,

Le branle-bas de la presse conservatrice me fait dire, car nous ne luttons que pour l'honneur du drapeau et nous n'avons aucune illusion quant au résultat du scrutin du 2 janvier.

Je vous répondrai en deux mots aux commentaires parus dans *le Patriote* de ce soir.

Il est faux que nous cherchions à détruire le grand parti catholique dont nous sommes. Nous n'ignorons pas que le peuple flamand confond le mot *catholique* avec celui de *conservateur*, comme je l'ai dit à Termonde. Les protestataires ont fait tout ce qui est possible pour faire passer ces deux mots comme synonymes, ce qui est grotesque.

Si un jour le parti catholique subit le sort du parti libéral, l'entêtement des conservateurs en sera l'unique cause. Ces messieurs considèrent le parti catholique comme une assiette au beurre et un bureau de placement pour les fils à papa, le peuple est bon pour rester taillable et corvéable à merci. Etc. est ce même peuple qu'ils prétendent représenter et défendre, comme si un bourgeois rossu et égoïste pouvait sentir battre le cœur des petits, en dehors de quels il vit !

Lorsque les ouvriers, paysans ou petits bourgeois réclament une représentation propre, peinant elle-même avec eux, alors on crie au schisme. Est-ce que le parti catholique existerait sans la démocratie ?

Je connais un moyen bien simple pour mettre fin à toutes ces luttes intestines, dont Alost, Ostende, Roulers, Courtrai, Anvers, Turnhout et Termonde ont été le théâtre : Reconnaissez l'autonomie de la démocratie non domestiquée et vous aurez la paix.

Que les catholiques qui ne sont ni conservateurs, ni démocrates, et qui sont la masse, y réfléchissent et relisent l'histoire de la décadence du parti libéral.

C'est tout ce que nous demandons. Vous me connaissez trop bien, monsieur le rédacteur, pour ajouter foi à des organes mal emboîchés qui se traitent de renégat. Leur indignation est trop spontanée et sincère pour s'émouvoir.

Nous n'avons pas la moindre acointance avec le parti libéral (je l'ai déclaré à la fin du meeting), nos 170 signatures recueillies en un demi jour provenaient de paysans et ouvriers catholiques de Wiczer, de Denderbelle et de Calken et mes trois parrains étaient des ouvriers dont un portait le sarreau bleu de la globe.

L'autre jour on l'a dit encore à la Chambre : lorsqu'un socialiste ou un libéral vous donne raison, serrez-vous par tactique, est-ce là une preuve que l'on est passé au rouge ou au bleu ? Est-ce que vous n'avez jamais été appuyé par des adversaires ? Je me rappelle même que vous avez soutenu la liste radicale pour les élections provinciales à Bruxelles ! (1)

Je n'ai pas les ressources pour me payer le luxe

(1) Ceci est inexact. Candidat, nous n'avons jamais été appuyé par des libéraux contre des catholiques. Et si nous avons conseillé l'abstention aux élections provinciales entre libéraux et radicaux, c'était pour empêcher l'avènement d'une majorité anticatholique.

TAPIS
5
E
ure
bleu
998c
NT

le
levée,
justice
E
trou-
eu dit
147,
l'aires
sables,
de du
338

ne, 1
E
168

ind.
10 à
10 et
6-372